



## Rapport final

BKF180341T - Projet d'appui au renforcement de la sécurité intérieure du Burkina Faso – phase 2



## Table des matières

Table des matières.....	2
Acronymes .....	3
Fiche d'intervention.....	5
Appréciation générale.....	6
<b>PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés .....</b>	<b>7</b>
<b>1    Appréciation de la stratégie d'intervention .....</b>	<b>7</b>
1.1    Contexte.....	7
1.2    Changements significatifs dans la stratégie d'intervention .....	8
<b>2    Résultats atteints.....</b>	<b>10</b>
2.1    Matrice de monitoring .....	10
2.2    Analyse des résultats.....	14
<b>3    Durabilité .....</b>	<b>22</b>
<b>4    Enseignements .....</b>	<b>25</b>
4.1    Enseignements tirés .....	25
4.2    Recommandations .....	25
<b>PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel) .....</b>	<b>27</b>
<b>1    Suivi des décisions prises par le Comité stratégique .....</b>	<b>27</b>
<b>2    Rapport financier .....</b>	<b>28</b>
<b>3    Taux de décaissement de l'intervention.....</b>	<b>30</b>
<b>4    Personnel de l'intervention .....</b>	<b>31</b>
<b>5    Marchés publics.....</b>	<b>32</b>
<b>6    Accords d'exécution.....</b>	<b>40</b>
<b>7    Équipements.....</b>	<b>41</b>
<b>8    Cadre logique original tiré du DTF : .....</b>	<b>46</b>
<b>9    Outils et produits.....</b>	<b>53</b>

## Acronymes

ANR	Agence nationale de renseignement
BAC	Brigade anti-criminalité
BNSP	Brigade nationale des sapeurs-pompiers
CBR	Communauté burkinabè du renseignement
CE-PONADS	Commission d'élaboration de la politique nationale de défense et de sécurité
CNR	Conseil national du renseignement
CNOGCT	Conseil national opérationnel de gestion de crise terroriste
COMOP	Comité opérationnel
CONACFP	Coordination nationale de contrôle des forces de police
CPX	Command Post Exercise
CROGCT	Conseil régional opérationnel de gestion de crise terroriste
CSD-DS	Cadre sectoriel de dialogue défense et sécurité
CUGC	Centre unifié de gestion de crise
DGESS	Direction générale des études statistiques et sectorielles
DIMU	Dispositif d'intervention médicale d'urgence
DRS	Direction régionale de la santé
ENABEL	Agence Belge de Développement
EST	Expertises sectorielles et transversales
FSI	Forces de sécurité intérieure
FTX	Field Training Exercise
GM	Groupement mobile
GN	Gendarmerie nationale
GRH	Gestion des ressources humaines
IcSP	Instrument contribuant à la stabilité et la paix (UE)
M&E	Monitoring et évaluation
MSECU	Ministère de la sécurité

OSINT	Open Source Intelligence
PARSIB	Projet d'appui au renforcement de la sécurité intérieure du Burkina Faso
PILOT	Outil de monitoring opérationnel utilisé par les interventions Enabel
PMA	Poste médical avancé
PN	Police nationale
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNOR	Plan national d'orientation du renseignement
PRAG	Practical Guide (manuel des procédures UE)
PSN	Politique de sécurité nationale
RACC	Regional Advisory Coordination Cell (UE)
RH	Ressources humaines
ROI	Règlement d'ordre intérieur
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
TTX	Table Top Exercise
UE	Union européenne
UGP	Unité de gestion du projet
UIPPN	Unité d'intervention polyvalente de la police nationale
UNAPOL	Union Police Nationale (syndicat)
USIGN	Unité spéciale d'intervention de la gendarmerie nationale

## Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Projet d'appui au renforcement de la sécurité intérieure du Burkina Faso – phase 2
Code de l'intervention	BKF180341T
Localisation	Burkina Faso (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso)
Budget	3.000.000 EUR
Institution partenaire	Ministère de la sécurité du Burkina Faso
Date de démarrage de l'intervention/Ouverture du comité de pilotage	01/12/2018
Date de fin de la période de mise en œuvre	30/11/2019
Groupes cibles	Les forces de l'ordre et leurs autorités de tutelle, les bénéficiaires publics et privés (incluant la société civile et les organisations représentatives des femmes)
Impact	Contribuer au processus de stabilisation du pays en appuyant le secteur de la sécurité
Outcome	OS 1 : optimiser les FSI dans la lutte contre le terrorisme OS 2 : renforcer le processus de réforme du secteur de la sécurité
Outputs	R1 : la gestion du cycle de renseignement est améliorée
	R2 : le dispositif central de gestion de crise portant atteinte à la sécurité de l'Etat et de la population burkinabè est performant
	R3 : le dispositif de gestion de crise et d'intervention à Bobo-Dioulasso est fonctionnel et performant
	R4 : Certaines thématiques prioritaires de la RSS sont renforcées.
Budget total de l'intervention	2.803.738 EUR
Période couverte par le rapport	01/12/2018 – 28/02/2020

## Appréciation générale

**Décrivez** votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :

Au regard du temps imparti, du volume d'activités mis en œuvre, de l'équipe réduite et de l'impact du projet ainsi que des résultats atteints, l'appréciation peut être jugée comme étant très satisfaisante. Les éléments de faiblesse constatés tels que la durabilité ou l'intégration de la dimension genre, sont très largement nuancés par les éléments de succès. Au-delà des résultats, le PARSIB 2 aura permis également de consolider la confiance entre d'une part Enabel et d'autre part le Ministère de la sécurité et l'Union européenne, ouvrant la voie à de nouvelles perspectives à court terme dans le secteur de la sécurité, voire de la justice. Le PARSIB demeure le projet phare de la coopération entre l'UE et le secteur de la sécurité, avec un très fort degré d'appropriation, offrant à Enabel et son partenaire, la Police Fédérale Belge, une position avantageuse dans le secteur.

**Notez** votre appréciation générale de l'intervention :

Très satisfaisant

Fonctionnaire exécution ENABEL

Oebel Nicolas

## PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

### 1 Appréciation de la stratégie d'intervention

#### 1.1 Contexte

La période de mise en œuvre du PARSIB 2 (décembre 2018 à novembre 2019) aura été marquée par une **détérioration constante de la situation sécuritaire**, principalement dans le Nord, le Centre-nord et l'Est du pays, marquée par l'apparition de nouveaux phénomènes de violence tels que les conflits communautaires, l'attaque de sites miniers, etc., qui viennent s'ajouter au terrorisme et au banditisme déjà très présents dans ces régions depuis 2018. L'impact de cette détérioration sur le projet s'est notamment traduit par une plus grande difficulté à mobiliser certains bénéficiaires, plus particulièrement l'Agence nationale de renseignement, fortement mobilisée par la lutte contre le terrorisme, impactant de ce fait l'atteinte du résultat 1 du projet. Les autres résultats ont toutefois pour leur part été relativement épargnés par ce constat de par leur caractère très centralisé (résultats 2 et 4) ou, à l'inverse, décentralisés dans une zone moins sujette à la crise sécuritaire (résultat 3).

Le remaniement gouvernemental en début d'année 2019 et le **changement de ministre de la sécurité** constituent également une évolution contextuelle ayant eu un certain impact sur le projet. Compensé par le maintien du Directeur de cabinet et du point focal PARSIB, véritables fils rouge depuis le démarrage de la phase 1, l'apparition d'un nouveau ministre, inconnu de l'unité de gestion mais également très peu connu de ses propres collaborateurs, aura sensiblement ralenti le démarrage de l'intervention et réduit les appuis attendus pour assurer une participation efficace et effective de l'expertise du PARSIB au processus formel de la RSS.

Du point de vue de la liberté de la presse, 2019 aura été marquée par un **durcissement du code pénal** sur la question de l'information en matière de lutte contre le terrorisme. Quoique limité en termes d'impact sur les activités du projet, ce durcissement a obligé l'intervention à s'adapter au niveau des appuis au dialogue entre FSI et journalistes, passant d'une volonté de consolider ce qui avait été entamé dans le cadre de la phase 1 du PARSIB, à une nécessité de contribuer à limiter l'escalade engendrée par cette modification du code pénal.

**L'apparition de plus en plus fréquente de la Chine** sur la scène de la coopération sécuritaire, après la rupture des relations diplomatiques avec Taïwan en 2018, combinée au changement de certains cadres du ministère de la sécurité, auront également eu un impact sur certains résultats partiels du projet, essentiellement sur la question de l'adoption du schéma directeur des radio-transmissions élaboré dans le cadre de la phase 1. Quoique très marginal en termes de conséquences financières, le changement inattendu des ambitions du ministère en la matière et la remise en question du travail construit précédemment, a plus forte raison sur un volet hautement stratégique en termes d'opérationnalisation des forces de sécurité, doivent alerter sur

la durabilité de nos actions de long terme si certaines garanties ne sont pas obtenues dans la foulée de leur exécution.

Paradoxalement, l'intensification des **contestations internes au sein de la police nationale** du Burkina Faso, incarnée par l'UNAPOL, seul syndicat reconnu officiellement, aura eu quelques conséquences heureuses sur certaines activités du projet. Ainsi, dans un contexte de revendications grandissantes, combinées à une adoption progressive des nouveaux statuts de la police nationale à travers plusieurs décrets d'application, les appuis fournis par le projet dans le cadre de l'amélioration de la gestion des ressources humaines au sein de la Police nationale ont eu plus d'échos que ce qui était attendu. La question de la gestion des affectations en particulier aura permis au projet d'alimenter un débat structurant en cours au sein de la police.

Notons enfin que plusieurs autres éléments contextuels notables relevés par l'unité de gestion sont apparus durant la période, mais aux conséquences limitées sur les activités du projet. Il s'agit principalement de la prolongation de l'état d'urgence dans certaines régions, de la présidence tournante du G5 Sahel attribuée au Burkina Faso et du démarrage du portefeuille bilatéral belge, dont le volet police de proximité, dans la région du Centre-est.

## 1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Les évolutions significatives opérées en matière de stratégie d'intervention sont de deux ordres.

Le premier concerne **l'importance de la coordination des services**. Dans le cadre du résultat 3, le postulat de départ prévoyait la mise en place de certains prérequis au niveau de la ville de Bobo-Dioulasso, qui devaient contribuer à une meilleure coordination. Parmi ceux-ci le déploiement des unités spéciales d'intervention (police et gendarmerie) dans cette zone, mais également du CUGC et du DIMU. Aucun de ces prérequis n'ayant été satisfait, le projet a dû s'adapter et dégager des solutions alternatives, comme cela avait été prévu dans la matrice de la gestion des risques. Des alternatives valables ont ainsi été dégagées sur les éléments le permettant<sup>1</sup> et des constats dressés sur ceux ne le permettant pas<sup>2</sup>. Au niveau central également (résultat 2), le manque d'avancée dans la réorganisation du CUGC a également amené le projet à prendre des mesures de mitigation du risque de non-exécution à mi-parcours<sup>3</sup>, faisant preuve ainsi d'une agilité et d'une flexibilité saluées par les divers partenaires.

Le second concerne **le respect des principes fondamentaux de la RSS**. Sur ce point, l'évolution ne porte pas tant sur la prise en compte des valeurs véhiculées par ce concept, qui ont été défendues par le projet, que sur l'apparition d'une dimension de souveraineté nationale dont la portée avait été sous-estimée. Le processus formel de la

---

<sup>1</sup> Remplacement du CUGC par le CROGCT à Bobo-Dioulasso ; identification des unités spécialisées déjà déployées à Bobo (BAC et GM)

<sup>2</sup> Inexistence opérationnelle du DIMU

<sup>3</sup> Abandon des activités hard au profit du CUGC pour ne maintenir que le soft, et réorientation des investissements vers des outils opérationnels utilisables au-delà du CUGC (drone filaire pour le poste de commandement mobile)

RSS, matérialisé par l'élaboration de la politique de sécurité nationale, aura ainsi été empreint d'une très forte volonté d'éviter toute « ingérence » extérieure, au-delà du cas du PARSIB, hypothéquant de fait les appuis en expertise en la matière prévus dans le projet. Les conséquences ont été de deux ordres pour l'intervention. Dans un premier temps elles ont eu un impact direct sur la composition de l'unité de gestion suite à la démission de l'expert RSS du projet après 3 mois d'activité, rendant plus délicate la réalisation des résultats qui lui étaient impartis. Dans un second temps, elles auront « contraints » le projet et, dans une moindre mesure l'UE, à accorder une confiance aveugle aux travaux de la commission en charge de l'élaboration de la nouvelle politique, limitant son appui essentiellement à de la logistique<sup>4</sup>, avec tout ce que cela comporte comme risques. A cet égard, il convient toutefois de préciser qu'à l'heure de rédiger ce rapport, le pari aura été gagnant puisque le projet de politique a été transmis officiellement un mois après la fin du projet au chef de l'Etat pour validation et que le ministère n'a pas hésité à rappeler, tant au bailleur qu'à Enabel, que sans l'appui du projet, les travaux n'auraient sans doute jamais pu être faits. En ce sens, malgré une réorientation stratégique majeure, le résultat est considéré comme atteint.

---

<sup>4</sup> Certains appuis en expertise ponctuels ont toutefois pu être faits, de même que l'IM a régulièrement été informé de l'avancement des travaux pour son organe de pilotage.

## 2 Résultats atteints

### 2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur de la <i>baseline</i>	Cible finale	Valeur finale obtenue
<b>IMPACT : Contribuer au processus de stabilisation du pays en appuyant le secteur sécurité</b>			
Le sentiment d'insécurité au sein de la population s'améliore (Ind IcSP)	Baseline : 5.83/10 en 2017	Pas de cible prévue	Pas de valeur finale mesurée suite à une étude.  Cela étant, il convient d'admettre que compte tenu de l'évolution du contexte sécuritaire général, il est peu probable que le sentiment d'insécurité ait diminué depuis 2017
<b>OUTCOME 1 : optimiser les FSI dans la lutte contre le terrorisme</b>			
Le cadre institutionnel et stratégique de la gestion du cycle de renseignement est complété	PNOR, CBR et CNR pas validés et opérationnels	Au moins 1 texte validé et/ou 1 organe opérationnel	PNOR validé et CBR partiellement opérationnelle
Le centre de gestion de crise et le DIMU sont pleinement opérationnels	CUGC et DIMU pas opérationnels	CUGC coordonne l'action en cas d'attaque ; le DIMU est déployé en cas d'attaque	CUGC opérationnel partiellement dans la gestion de crise (cf. TTX) à Ouaga. CROGCT mis en place, formé et opérationnel à Bobo. DIMU non opérationnel, alternatives identifiées et opérationnelles (BNSP et DRS)
La qualité du service des centres d'appels est mesurable	Les centres d'appel ne produisent aucun rapport d'activité permettant d'évaluer la qualité du service	Les centres d'appel appuyés mettent en place un mécanisme de suivi permettant d'évaluer la qualité du service	Les centres d'appel appuyés disposent d'un outil permettant le rapportage et le suivi des activités

Les structures de coordination dans la lutte contre le terrorisme sont en place et fonctionnelles (Ind IcSP)	CBR, CUGC et DIMU pas pleinement opérationnels	Les 3 structures de coordination sont pleinement opérationnelles	CBR partiellement opérationnelle CUGC opérationnel partiellement dans la gestion de crise à Ouaga (cf. TTX). CROGCT mis en place, formé et opérationnel à Bobo. DIMU non opérationnel
<b>OUTPUT 1 : la gestion du cycle de renseignement est améliorée</b>			
La communauté burkinabè du Renseignement est appuyée	Cadre CBR existant et ière formations communes, mais pas encore opérationnel.	La CBR produit des rapports d'activité sur une base régulière	Les formations sont dispensées et la CBR se réunit régulièrement, mais avec peu de formalisation (pas de rapport transmis) Les capacités de la CBR ont été renforcées (matériels)
Le PNOR est appuyé	Aucun PNOR existant	Un plan national d'orientation du renseignement est proposé pour adoption	PNOR existant et adopté
L'ANR est appuyée dans son rôle de coordination et d'analyse du Renseignement	Existence de la loi renseignement et du décret ANR	Le rôle de coordination et d'analyse de l'ANR est mis en œuvre	Elaboration du ROI ANR Les capacités de l'ANR ont été renforcées (matériels)
Montant des équipements fournis aux acteurs du dispositif de lutte contre le terrorisme (Ind IcSP)	0 en 2016. 50.000 € en fin 2018 (PARSIB 1)	60.000 € supplémentaires en fin 2019	Fournitures de matériels (OSINT, protection, intervention) pour un montant de 50.000 €
<b>OUTPUT 2 : le dispositif central de gestion de crise portant atteinte à la sécurité de l'Etat et de la population burkinabè est performant</b>			
L'organisation du CUGC est améliorée (personnel en place, procédures validées, connues et appliquées, cahiers des charges validé et respecté...)	texte existant mais inadapté	texte révisé, mise en œuvre d'un recrutement permanent pour le CUGC	Textes non révisés, toujours inadaptés. Pas de changement dans le système de permanence du CUGC
La coordination entre les responsables du DIMU et la BNSP est améliorée	Texte existant mais pas de nomination des membres et certains aspects non opérationnels.	texte complété, répartition des rôles DIMU/BNSP clarifiée	DIMU non opérationnel, inexistant sur le terrain dans la gestion de crise. La BNSP assume le rôle de secours médical en cas de crise (dont gestion du PMA).

Les centres d'appels sont modernisés et leur travail professionnalisé	en 2018, seuls 2 centres d'appels disposent de matériel moderne et d'un logiciel dédié	en 2019, le nombre de centres d'appels modernisés a augmenté (min. +2)	Aucun centre supplémentaire modernisé. Upgrade du centre d'appel BNSP (18)
Montant des équipements fournis aux acteurs du dispositif de lutte contre le terrorisme (Ind IcSP)	0 en 2016. 1.989.000 € en fin 2018 (PARSIB 1)	130.000 € supplémentaires en fin 2019	121.000 € supplémentaires en fin 2019
<b>OUTPUT 3 : le dispositif de gestion de crise et d'intervention à Bobo-Dioulasso est fonctionnel et performant</b>			
Les équipes d'intervention « primo-intervenants » et spécialisées sont mises en place à Bobo	BAC et GM présents mais pas formés et sous-équipés.	dispositif définis, personnel en place, formé et équipé.	Unités spécialisées non déployées à Bobo (USIGN et UIPPN) Dispositif d'intervention défini (BAC et 2 <sup>ème</sup> GM GN), personnel équipés et formés.
L'antenne du CUGC est opérationnelle à Bobo	Pas d'organe de coordination à Bobo.	dispositif de coordination convenu, opérationnel et en lien avec CUGC	Dispositif convenu (CROGCT) et opérationnel (cf. TTX et FTX), en lien avec le CNOGCT
L'antenne DIMU est opérationnelle à Bobo	pas de dispositif à Bobo	dispositif en place, équipé d'un PMA et en lien avec DIMU Ouaga.	DIMU non déployé à Bobo. La DRS et la BNSP assument le rôle de secours médical en cas de crise (dont gestion du PMA).
Montant des équipements fournis aux acteurs du dispositif de lutte contre le terrorisme (Ind IcSP)	0 en fin 2018	1.083.000 € en fin 2019	1.147.500 € en fin 2019
<b>OUTCOME 2 : renforcer le processus de réforme du secteur de la sécurité</b>			
Le processus global est lancé	Aucune indication dans le cadre logique Processus lancé depuis octobre 2017 (forum national de la sécurité)	Aucune indication dans le cadre logique	2019 = élaboration de la politique nationale de sécurité
Un plan de réforme est disponible	Etat des lieux disponible mais pas de plan de réforme. Pilotage non opérationnel	organe de pilotage fonctionnel et existence d'un plan de réforme, Début de mise en œuvre	Mise en place de la CE-PONADS (pilotage élaboration PSN) Existence d'une nouvelle politique et architecture de sécurité à traduire dans des stratégies et plans sectoriels

Le plan de réforme connaît un début de mise en œuvre	Aucune indication dans le cadre logique	Aucune indication dans le cadre logique	Plan de réforme inexistant. Mise en œuvre de certains thématiques prioritaires (anti-corruption, GRH,...)
Nombre de policiers par habitants (Ind ICSP)	1/948 en 2015	1/910 en 2020	1/690 selon le dernier rapport du MSECUC élaboré dans le cadre du CSD-DS
Nombre de services (concernés par nos appuis) disposant d'un cahier des charges clair et précis pour la mise en œuvre de la réforme (Ind IcSP)	Identification des acteurs centraux 0 cahier des charges en 2016	Acteurs MSECUC formés et opérationnels. 50% des services appuyés disposent fin 2019 de cahiers des charges précis validés.	DGESS désignée pour suivi de la réforme. Capacité DGESS renforcées en suivi/évaluation
<b>OUTPUT 4 : Certaines thématiques prioritaires de la RSS sont renforcées</b>			
Le processus global RSS est appuyé	Aucune indication dans le cadre logique	Pas de cible définie dans cadre logique	PARSIB seul partenaire ayant appuyé la CE-PONADS Politique nationale de sécurité validée par la CE-PONADS et transmise
Les dossiers prioritaires retenus par le MSECUC connaissent des avancées notables	Identification des thématiques prioritaires, DGESS désignée pour suivi.	proposition de plan sur au moins 3 sujets prioritaires et début de mise en œuvre, outils de suivi opérationnels	Mise en œuvre des plans d'action anti-corruption (appui CONACFP) Approfondissement de la problématique de la gestion des RH au sein de la PN (affectations et formation continue) Réalisation d'une étude prioritaire (contrôle interne) Mise en œuvre de la police de proximité.
Nombre de services (concernés par nos appuis) disposant d'un cahier des charges clair et précis (Ind IcSP).	0 en 2016	des propositions sont émises pour 80% des services appuyés	DGESS désignée pour suivi de la réforme. Capacité DGESS renforcées en suivi/évaluation

## 2.2 Analyse des résultats

### 2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel) ?

Selon le document de projet, l'impact du projet se mesure à travers l'amélioration du sentiment d'insécurité de la population. Ce sentiment étant lui-même évalué à travers un indice basé sur une enquête de population à l'échelle nationale. Quoiqu'aucune nouvelle enquête n'ait été réalisée depuis 2017, empêchant ainsi d'objectiver l'analyse, il convient d'admettre que compte tenu de l'évolution du contexte sécuritaire général, il est peu probable, voire certain, que le sentiment d'insécurité ait diminué depuis 2017. Partant, la question est désormais de savoir si l'intervention a permis de ralentir cette dégradation, plutôt que d'améliorer le sentiment général.

Quelques éléments prometteurs peuvent être mis en avant pour appuyer une telle hypothèse. Il semble indéniable par exemple que la mise en place d'un dispositif de gestion de crise et d'intervention à Bobo-Dioulasso contribue nécessairement à améliorer le sentiment de sécurité de la seconde ville du pays, sa capitale économique et carrefour commercial présentant la deuxième concentration urbaine la plus importante du pays. En ce sens, l'impact d'un tel résultat à l'échelle nationale est significatif.

L'appui à la RSS permet également d'appuyer l'hypothèse d'une prise de conscience de la nécessité de repenser la sécurité nationale. Bien que l'on puisse déplorer un rythme trop lent comparativement à la montée de l'insécurité, les forces de défense et de sécurité, en concertation étroite avec des représentants du monde académique et de la société civile, semblent avoir trouvé un terrain d'entente posant les bases d'une vision à long terme de la sécurité du Burkina Faso, dans sa conception de sécurité humaine. La portée holistique et inclusive de la démarche formelle RSS en cours présente des caractéristiques positives qui laissent entrevoir un processus bien approprié, dont on peut espérer qu'il débouchera sur des solutions propres et adéquates. Le défi étant désormais de savoir si cette dynamique pourra être suffisamment rapide par rapport à l'urgence de la situation et ainsi contribuer à redonner confiance aux acteurs de la sécurité et aux populations.

### 2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

L'**objectif spécifique n°1** de l'intervention, lié à l'optimisation des forces de sécurité intérieure dans la lutte contre le terrorisme, a globalement été atteint dès lors que l'on considère le focus, que ce soit en termes budgétaires ou d'activités, qui a été fait sur la ville de Bobo-Dioulasso dans le cadre du PARSIB 2. Partant d'une situation ne présentant aucune structuration de la coordination des services de sécurité en cas de crise à Bobo-Dioulasso et un manque de matériel et de compétences au sein des forces de sécurité intérieure, il est indéniable, au terme du projet, que la mise en place effective d'un dispositif, doté en matériel adéquats et moyens humains formés, a considérablement optimisé les FSI dans la lutte contre le terrorisme dans cette zone.

d'action. Le travail effectué sur la coordination opérationnelle des services, accompagné de la sensibilisation du gouverneur à son rôle de responsable de la coordination, sont également des éléments qui contribuent à ramener davantage de confiance au sein des FSI et ainsi optimaliser leur action.

En ce qui concerne les dimensions « cycle de renseignement » (résultat 1) d'une part et « dispositif central de gestion de crise », le constat est plus mitigé. Le nombre réduit d'activités contributrices à l'amélioration du cycle de renseignement empêche d'être catégorique quant à la contribution du projet à l'objectif spécifique à travers ce résultat. Les quelques activités mises en œuvre sont certes structurantes et de nature à renforcer les capacités de la structure centrale de cycle de renseignement (ANR), mais sans doute trop limitées pour parler de résultat, si on les isole. A l'inverse, si on interprète le PARSIB 2 comme étant une continuité de la phase précédente, ce qui est le cas, il est évident que la consolidation des acquis a été atteinte et que, partant, le processus d'optimisation de la gestion du renseignement a été maintenu.

Ce constat vaut également pour le dispositif central de gestion de crise (résultat 2), sur lequel l'intervention a pu intervenir de manière certes limitée, mais dans la continuité de ce qui avait été fait précédemment afin de maintenir la montée en puissance observée depuis 2016.

**L'objectif spécifique n°2** de l'intervention, lié au renforcement du processus RSS, peut pour sa part être considéré comme atteint. Cet objectif se déclinait sous deux dimensions. La première, liée au processus formel (ou institutionnel) de la RSS a débouché sur l'élaboration d'une politique de sécurité nationale, transmise au chef de l'Etat pour validation, après un travail collégial de plus de 6 mois. En plus d'être holistique et inclusive, cette réalisation constitue une étape importante du processus et respecte les caractéristiques idéales d'un point de vue conceptuel. Autrement dit, indépendamment de tout autre facteur, le Burkina Faso demeure sur la bonne voie en matière de processus institutionnel RSS.

La seconde concernait la mise en œuvre de recommandations ou dossiers prioritaires structurants, parallèlement au processus formel. Quoiqu'on puisse à cet égard déplorer un certain dispersément de l'intervention à travers un trop grand nombre de micro-activités planifiées au démarrage, un recentrage a pu être fait en cours d'exécution, permettant des avancées notables en matière de lutte contre la corruption routière, mais également de gestion des ressources humaines au sein de la police, ou encore de contrôle interne. En ce sens, en absence de toute autre précision, le résultat est atteint.

### **2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez**

**Le résultat 1 (cycle de renseignement)** a été atteint de manière partielle. Les indicateurs liés aux équipements et au rôle de l'ANR ont été atteints, quoi que de manière partielle seulement, en raison du nombre limité d'activités ayant pu être mises en œuvre. L'indicateur PNOR a pour sa part été rempli complètement mais sans pour

autant que le projet en soit la cause. L'indicateur sur la CBR n'a pas été atteint car les activités n'ont pas non plus pu être mises en œuvre.

Il convient ici de rappeler que les difficultés de mise en œuvre des activités liées au résultat 1 ont plusieurs causes qui sortent de la sphère de contrôle du projet. Ainsi, lors de la première moitié du temps du projet, peu d'activités ont pu être réalisées étant donné qu'il était prévu de pouvoir bénéficier d'un protocole d'accord conclu entre la Sûreté de l'Etat belge et Enabel pour bénéficier de l'expertise. Ce protocole n'a malheureusement jamais vu le jour pour des raisons de politique intérieure belge. Devant ce constat, une adaptation a été opérée à la mi-projet afin d'essayer de rattraper le temps perdu, confrontée cette fois à d'autres contraintes telles que la trop grande difficulté de faire appel aux experts de la RACC UE<sup>5</sup> pour apporter de l'expertise à l'ANR en substitution à la Sûreté de l'Etat belge, et surtout le manque de disponibilité de l'ANR en raison de sa trop grande sollicitation dans la lutte contre le terrorisme.

**Le résultat 2 (dispositif central de gestion de crise)** n'a lui aussi été que partiellement atteint. Les indicateurs liés aux équipements ou aux centres d'appel ont été complétés partiellement, là où ce qui concerne le DIMU et le CUGC, n'a pas été atteint du tout. Ces résultats partiels permettent de dresser deux constats relevant du dispositif central de gestion de crise.

Le premier est que le DIMU n'existe que légalement mais pas dans les faits. Sa mise en opération n'a aucune substance et son appropriation par les acteurs de la sécurité est quasiment inexistant. Les appuis au DIMU ont de ce fait dû être abandonnés.

Le second est que le CUGC, quoi qu'existant légalement et opérationnel dans une certaine mesure, présente des défaillances ou dysfonctionnement endogènes qui, quoi que connus des autorités depuis la fin de la phase 1 du PARSIB, ne sont pas réglés, empêchant de ce fait les appuis efficaces. A cet égard, il convient de rappeler qu'à la mi-projet, devant ce constat de non réorganisation, des décisions ont été actées pour ne maintenir que les appuis soft (expertise, exercices) afin de tout de même continuer à donner une certaine substance au CUGC, tout en annulant les investissements prévus en matériels et autres équipements plus coûteux. Le reliquat a ensuite été transféré vers l'achat d'équipements spécialisés (drone filaire) destinés à renforcer certaines unités mis à disposition des unités d'intervention dans le cadre du PARSIB 1, dans une logique de consolidation des acquis. En ce sens, la réorientation a tout de même permis de contribuer au résultat attendu, sans toutefois passer par le vecteur attendu.

**Le résultat 3 (dispositif de gestion de crise et d'intervention à Bobo-Dioulasso)** peut être considéré comme pleinement atteint, quoi que certaines adaptations aient été nécessaires par rapport aux indicateurs prévus. Ainsi, bien que les unités d'intervention « primo-intervenants » aient rapidement pu être identifiées, les unités spéciales (USIGN et UIPPN) n'ont pour leur part jamais fait l'objet d'un déploiement à Bobo-Dioulasso, comme prévu au lancement du projet. Les efforts se sont donc concentrés uniquement sur les premières cités, à savoir la BAC (PN) et le 24<sup>ème</sup> escadron de groupement mobile (GN). Dans le même ordre d'idées, le CUGC n'a pas non plus été déployé à Bobo-Dioulasso, remplacé de facto par le CROGCT, comme

---

<sup>5</sup> Regional Advisory Coordination Cell

le prévoit l'architecteur sécuritaire déconcentrée de la gestion de crise terroriste. Par ailleurs, au même titre que pour le résultat 2, le DIMU n'est pas plus opérationnel à Bobo-Dioulasso qu'à Ouagadougou, ce qui a nécessité un recentrage sur la BNSP en tant qu'acteur central du volet protection civile de la gestion de crise. En définitive, plusieurs hypothèses de démarrage se sont avérées fausses en cours d'exécution en matière de structures bénéficiaires, mais ont été palliées par des alternatives valables et efficaces, décidées suffisamment tôt pour permettre l'atteinte du résultat escompté.

A l'instar de l'objectif auquel il devait contribuer, **le résultat 4 (appui à la RSS)** comporte deux composantes. La première liée à l'appui au processus formel (ou institutionnel) de la RSS peut être considérée comme atteinte compte tenu de l'existence, au terme du projet, d'un projet de PSN, transmis officiellement au chef de l'Etat pour validation. L'élaboration de cette PSN constitue une étape fondamentale du processus et quoi que sa validation ne soit pas encore actée, il semble peu probable, à plus forte raison en année électorale, que le texte ne soit pas validé rapidement, compte tenu notamment de la méthodologie particulièrement holistique et inclusive dont il a fait l'objet. Cette PSN est en outre accompagnée d'une stratégie de communication, élément important afin de permettre une appropriation par le plus grand nombre d'acteurs.

La seconde composante du résultat concernait la mise en œuvre de dossiers prioritaires. A cet égard, quoi qu'un recentrage ait été nécessaire en cours d'exécution compte tenu du trop grand nombre d'activités au regard des RH disponibles au niveau de l'UGP, le résultat est considéré comme atteint. La priorisation des recommandations tirées du travail débuté dans le cadre de la phase 1 du PARSIB a eu lieu et les activités sélectionnées en conséquence, tenant compte des contraintes de temps et de budget. Le focus a ainsi été mis sur la réalisation d'études et d'analyse afin d'approfondir certaines thématiques (gestion des RH au sein de la PN, contrôle interne), sur l'appui à la mise en œuvre des plans anti-corruption de la PN et de la GN via la CONACFP et l'appui à la police de proximité, en cohérence avec le résultat 3.

A noter tout de même que l'indicateur lié aux cahiers des charges des services concernés par les appuis n'a pour sa part pas été satisfait. A l'exception de la DGESS du MSECUC dont les capacités ont été renforcées via de la formation essentiellement, aucun travail n'a pu être accompli sur la réorganisation des services, comme le prévoyait le cadre logique.

#### **2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?**

Les trois premiers résultats devaient contribuer au premier objectif selon deux logiques distinctes. Les résultats 1 et 2, davantage tournés vers le niveau central, devaient, avec des moyens financiers plus limités, permettre de consolider les acquis obtenus dans le cadre de la phase 1 du PARSIB et ainsi continuer à accompagner la montée en puissance observée au niveau du dispositif central. Le résultat 3 constituait pour sa part une véritable mise en place et opérationnalisation d'un dispositif, embryonnaire

au démarrage, dans la ville de Bobo-Dioulasso, en se reposant sur le modèle mis en place à Ouagadougou précédemment, tout en l'adaptant aux réalités propres de la seconde ville du pays. Les deux logiques ont été pleinement respectées et les résultats ayant été en tout ou partie atteints, ils ont sans aucun doute contribué à optimiser les FSI dans la lutte contre le terrorisme, en leurs zones respectives.

Le résultat 4 devait permettre d'atteindre l'objectif 2 à travers une étroite corrélation entre indicateurs de résultat et d'objectif. Ainsi, en appuyant le processus global de la RSS (indicateur de résultat), à travers l'appui à la PSN, le processus en lui-même est bien-sûr obligatoirement lancé (indicateur d'objectif). De même, en appuyant certains dossiers prioritaires (indicateur de résultat) considérés comme structurant et relevant de la RSS, le plan de réforme a débuté sa mise en œuvre (indicateur d'objectif). Par conséquent, il apparaît que l'atteinte du résultat 4 a contribué mécaniquement à l'atteinte de l'objectif 2.

A contrario, l'augmentation du nombre de policiers par habitant (indicateur d'objectif) n'a pas d'équivalent dans le cadre normatif du résultat 4 et n'a donc fait l'objet d'aucune progression, si ce n'est fortuite, qui puisse être considérée comme une résultante du PARSIB 2.

#### **2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?**

Le principal enjeu auquel le projet a été confronté est son **exécution dans un délai très court**, à savoir 12 mois, sans possibilité de prolongation. Dans ce contexte, le facteur d'influence consistait donc en la capacité d'Enabel à mettre en place les mesures idoines pour y parvenir.

Pour ce faire, plusieurs mesures ont été prises pour y parvenir. La première d'entre elles concerne la **passation des marchés**. Afin de parvenir à passer et exécuter les marchés dans un délai aussi court, plusieurs dispositions spécifiques ont été prévues en amont, parmi lesquelles l'utilisation de la procédure négociée au motif de l'urgence selon les procédures PRAG 2018 de l'UE, combinée au principe d'attribution directe dans le cas de marchés similaires à ceux passés dans le cadre de la phase 1. Il convient à cet égard de préciser que ces mesures avaient été prévues explicitement dans le descriptif d'action du projet et reposaient sur le constat de leur validation par deux audits financiers successifs.

Une autre mesure de mitigation du risque liée à la durée aura été la décision de se reposer sur **la même UGP que celle de la phase 1 du PARSIB**, faisant ainsi l'économie d'une phase de recrutement, installation et formation d'une nouvelle équipe. Cette mesure aura elle-même été accompagnée de la possibilité de bénéficier du matériel et des équipements de l'UGP du PARSIB – phase 1.

La troisième mesure de mitigation aura été de construire le PARSIB 2 sur **une logique de reproduction** de ce qui avait été fait dans le cadre de la phase 1 au niveau du

dispositif de gestion de crise et d'intervention. Ce faisant, si on excepte la nécessité d'adapter à la marge le dispositif aux spécificités de Bobo-Dioulasso ainsi qu'au besoin de passer par une phase d'appropriation par les FSI et autorités locales, le plan d'action était déjà relativement clair dès le premier jour de la mise en œuvre.

Enfin une quatrième mesure aura été de mettre en place **une antenne résidente du PARSIB 2 à Bobo-Dioulasso**, avec un ancrage au Gouvernorat des Hauts-Bassins, afin de favoriser l'interaction en étant au plus près des bénéficiaires pour ce qui concerne le résultat 3, tout en s'assurant une bonne appropriation par le leadership régional.

Un second enjeu aura été de **maintenir la confiance** qu'Enabel a auprès tant des partenaires bénéficiaires que du bailleur, l'Union européenne, engrangée suite à la phase 1 du PARSIB, afin d'accroître sa sphère d'intervention et ainsi affirmer ses ambitions. Le facteur d'influence étant dans ce cas la continuité par rapport à ce qui avait été fait précédemment, principalement à travers une mesure prévoyant le maintien de l'équipe en place du PARSIB 1, détaillé ci-dessus. A l'heure du présent rapport, il apparaît que cet enjeu a été pleinement satisfait puisqu'à défaut d'une phase 3 du PARSIB, en discussion, le Ministère de la sécurité, l'UE et Enabel se sont entendus sur la mise en œuvre de deux nouveaux projets sécurité au Burkina Faso<sup>6</sup>, toujours sur financement IcSP.

Un troisième enjeu aura été **l'appropriation du projet par de nouveaux bénéficiaires de l'action, à un niveau décentralisé**, dont le facteur d'influence aura été la capacité de l'UGP à se rendre disponible et suffisamment proche pour accompagner et encadrer ces nouveaux acteurs tout au long du projet. La mise en place d'une antenne résidente à Bobo-Dioulasso (voir supra) constitue la principale mesure ayant permis de répondre à cet enjeu.

#### 2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Parmi les résultats inattendus, il convient de citer :

- **Le consensus général autour de la nécessité de réorganiser le CUGC** pour pouvoir en assurer une opérationnalisation optimale : le projet partait du postulat qu'une réorganisation allait avoir lieu pendant la durée du projet. En plus de ne pas avoir vu le jour, les quelques activités en appui au CUGC ont permis de faire remonter les frustrations depuis le niveau de plus opérationnel (terrain) à l'encontre d'une structure désignée comme inefficace.
- **L'inexistence opérationnelle du DIMU** : plusieurs fois développée dans le présent rapport, l'inexistence opérationnelle du DIMU constitue un constat malheureusement implacable, mais également inattendu. Sauf à tenter de relancer un dialogue spécifiquement sur cette question, il semble plus utile, en matière de protection civile, de se focaliser sur les rôles, les plans et les

---

<sup>6</sup> Projet d'appui à la stabilisation de l'Est du Burkina Faso (STABEST) et projet d'appui à la composante police de la force conjointe du G5 Sahel au Burkina Faso (COPOL)

stratégies de la BNSP, que sur cette structure dont l'appropriation et le fonctionnement sont clairement défaillants.

- **L'implication de la police municipale dans la gestion de crise** : malgré un nombre limité d'activités en appui à la police municipale de Bobo-Dioulasso, celle-ci, relayée également par le maire de la ville à l'occasion de la visite des évaluateurs externes du projet, a clairement fait entendre qu'elle avait saisi la mesure de son rôle dans le dispositif de gestion de crise, au-delà des espérances, et entendait le développer en mettant des moyens additionnels à disposition.
- **L'importance du débat sur la gestion des RH au sein de la police** : quoi que la question de la réorganisation des RH au sein de la PN soit par nature un chantier important à forte dimension structurelle, le contexte des revendications internes a donné un rôle prépondérant à certaines analyses effectuées dans la cadre du PARSIB 2, au-delà des espérances raisonnables.

### 2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

L'unique thème transversal prévu dans le descriptif d'action est l'**intégration du genre** et le **respect des droits des femmes**.

La prise en compte de la dimension genre constitue un élément important tant de la politique de l'UE que de celle de la Belgique et, partant d'Enabel. L'unité de gestion a conscience de cela et en a tenu compte. Il convient toutefois de préciser que dans leur dimension opérationnelle, les résultats 2 et 3 relatifs aux dispositifs d'intervention et de gestion de crise au niveau central et à Bobo-Dioulasso, **ne proposent que peu d'opportunités** pour stimuler la participation des femmes, confortées par une vision très conservatrice relayée par tous les niveaux de commandements. L'accent en la matière aura donc principalement porté sur la **sensibilisation des unités spécialisées** à travers la formation, en vue de contribuer à un début de changement de mentalité.

**L'appui à la RSS** offre pour sa part **davantage d'opportunités** de traiter et d'intégrer la question du genre, parmi lesquelles l'élaboration d'une politique nationale est apparue comme une occasion en or de graver l'importance du rôle de la femme dans la construction de la sécurité nationale. La participation limitée du projet aux travaux de la commission chargée d'élaborer la PSN (voir supra) aura malheureusement sensiblement réduit la possibilité d'influencer directement les débats en la matière. Cette occasion manquée peut toutefois être nuancée par le constat de l'existence, au sein du projet de PSN transmis au chef de l'Etat fin 2019, d'un objectif dédié à la *préservation et la consolidation de l'unité nationale et à la garantie de stabilité politique, de justice et de paix sociale* à travers notamment *le développement du potentiel humain de toutes les couches sociales de la population et en particulier celui des femmes et des jeunes*.

Devant ces constats liés au résultat 4 (appui RSS), à la difficulté de pouvoir instiller de la dimension genre à travers toutes les activités du projet, l'unité de gestion aura répondu par un **focus sur certaines activités uniquement**, plus propices, telles que l'appui à la police de proximité et la question de la gestion des ressources humaines au sein de la police nationale.

### **2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?**

Le projet n'aura fait l'objet d'**aucune mesure de backstopping** spécifique durant sa période de mise en œuvre. Des contacts étroits existent toutefois avec le département EST d'Enabel, principalement avec l'ancien chef de projet PARSIB, qui s'est rendu très disponible pour discuter régulièrement avec l'UGP des différents problèmes rencontrés dans la gestion du projet.

Le projet n'aura pas non plus fait l'objet d'un audit à mi-parcours permettant la prise en compte de recommandations spécifiquement dédiées. Il convient de préciser toutefois que, s'inscrivant dans une véritable **logique de continuité** par rapport à la phase 1 du PARSIB, celle-ci ayant fait l'objet de plusieurs audits, les **recommandations qui en ont découlé ont été intégrées** dans le monitoring opérationnel de l'intervention. Leur suivi régulier à l'occasion de chaque exercice trimestriel PILOT aura permis de contribuer à améliorer la gestion du projet et son efficacité.

En termes de M&E, l'UGP aura été soumise à l'obligation d'utiliser l'outil **PILOT en matière de monitoring opérationnel**. L'exercice aura été particulièrement utile compte tenu de la durée très courte de l'intervention et de la nécessité de reposer sur une planification claire, dynamique et actualisée de manière régulière. Le module de gestion des risques et des problèmes aura également été très utiles et permis de trouver des alternatives rapidement face à certains prérequis non mis en place comme prévus.

## 3 Durabilité

### 3.1.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

La durabilité des résultats obtenus doit impérativement s'apprécier en tenant compte de la durée du projet, à savoir 12 mois. Une telle durée, caractéristique d'un projet d'urgence et de crise incarné par l'outil utilisé par l'UE pour financer l'activité, à savoir l'IcSP, combinée à une équipe de gestion relativement limitée ne permettant pas de s'intéresser aux processus de gestion, ne constituent de prime abord pas des facteurs favorisant la mise en place de solutions durables. Pour autant, **le critère durabilité peut s'apprécier différemment selon les cas.**

Le premier cas concerne **les différents équipements achetés** et mis à disposition des bénéficiaires à travers les différents résultats, principalement le résultat 3, et dans une moindre mesure les résultats 1 et 2. Dans tous les cas, compte tenu du délai de l'intervention, mis à part un engagement des autorités récipiendaires acté lors des comités stratégiques, aucune mesure concrète n'a pu être mise en œuvre par l'UGP pour s'assurer de la durabilité des achats des points de vue de la maintenance et de l'entretien. Certains contrats d'entretien ou de maintenance ont bien été conclus dans la foulée des achats, mais toujours pour une durée limitée à une année maximum. En ce sens, la durabilité peut être évaluée comme relativement faible.

Le second cas concerne **les appuis plus soft (exercices, études, PSN, etc.)** fournis par le projet. Sur ces aspects, le critère durabilité a été pris en compte tant que faire se peut et certaines mesures concrètes ont été mises en œuvre pour pouvoir l'apprécier. On citera par exemple la création d'un outil de monitoring des recommandations des exercices destiné à permettre aux FSI de faire le suivi dans la durée des faiblesses du dispositif de gestion de crise, la création d'une feuille de route pour la collaboration entre journalistes et FSI (malheureusement non validée), la production de supports pédagogiques adaptés et de grande qualité dans le cadre de la lutte contre la corruption routière accompagné d'une diffusion auprès des bénéficiaires ou encore l'élaboration d'une politique de sécurité nationale posant les bases de la future architecture de la sécurité au Burkina Faso. L'ensemble de ces outputs constitue des réalisations durables dont on peut raisonnablement supposer que soit elles dureront dans le temps, soit elles serviront à franchir une étape dans le processus de changement.

Le troisième cas concerne **la formation**. A l'instar des équipements, quoi que la qualité des formations ne soit nullement remise en question par les bénéficiaires, l'absence de possibilité de travailler sur le suivi des formations pour les raisons évoquées ci-dessus, entache inévitablement leur durabilité. Pour autant, comme mesure d'atténuation, il convient de préciser qu'en contrepartie, pour le cas de la PN en particulier, le PARSIB 2 aura contribué à fournir une analyse complète et détaillée du système de formation continue dont on peut raisonnablement supposer, si certaines

recommandations sont suivies d'effets, qu'elle débouchera sur une meilleure gestion à l'avenir des compétences acquises à travers les formations d'une manière générale.

### 3.1.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

L'appropriation constitue un élément fort du projet à travers la mise en place de certains mécanismes de concertation préalables à chaque décision opérationnelle importante. En organisant un **comité opérationnel (COMOP)** pour chaque approbation de termes de référence ou de spécifications techniques avant le lancement d'une procédure de marché, et pour chaque validation de proposition d'attribution de marché, le projet s'assure la bonne appropriation par les bénéficiaires de chaque appui. Les COMOP sont ainsi convoqués ad hoc et constitués des bénéficiaires directs du niveau central.

Dans l'impossibilité de reproduire ce mécanisme systématiquement au niveau décentralisé pour ce qui concerne le résultat 3 du projet (Bobo-Dioulasso), compte tenu du manque de temps mais également de l'importante centralisation des pouvoirs dans le secteur de la sécurité, la question de l'appropriation a été gérée de manière différente. Ainsi, pour s'en assurer, en plus de l'élaboration d'un **plan d'action particulièrement inclusif et participatif** au démarrage de l'intervention, **une antenne** a été ouverte à Bobo-Dioulasso afin de faire du lien permanent entre le niveau central et le niveau décentralisé et ainsi s'assurer d'une bonne appropriation par les deux couches.

Pour ce qui concerne la durabilité de cette appropriation, il convient de préciser que des **leçons ont été tirées de la phase 1 du PARSIB** et prises en compte pour la suite, parmi lesquelles certains choix stratégiques à opérer, tels que le fait par exemple de ne pas créer des nouvelles unités "primo-intervenants" à Bobo mais plutôt se reposer sur les unités existantes. Le cas de la création d'un CROGCT, structure prévue dans le dispositif déconcentré de gestion de crise, en lieu et place d'une antenne décentralisée CUGC relève également de cette logique et rend l'appropriation du dispositif mis en place à Bobo-Dioulasso plus durable.

Les appuis fournis à l'ANR s'inscrivent pour leur part dans une **dynamique de création d'une nouvelle structure**, avec faible risque de concurrence et de doublons, répondant à une forte demande, ce qui en augmente la durabilité de l'appropriation.

A contrario, la faiblesse de certaines structures de niveau central que l'intervention devait appuyer, parmi lesquelles le CUGC en particulier, pour les raisons déjà développées précédemment, risque d'entacher de facto la durabilité des actions et de leur bonne appropriation. Pour pallier à ce risque, devant le manque d'avancée, **une réorientation a été opérée** dans les appuis à la mi-parcours.

### 3.1.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Avec un **ancrage au niveau du cabinet du ministre de la sécurité**, le projet, depuis le démarrage de la phase 1, jouit d'un appui politique considérable de nature à faciliter sa mise en œuvre. Ce constat est en outre appuyé par **une grande implication de la DUE** dans le suivi du projet et un partenariat étroit avec le gouvernement en matière de sécurité, offrant une place de choix aux interventions financées par l'UE dans le paysage du secteur de la sécurité. Par ailleurs, à l'occasion du comité stratégique mi-parcours, en raison d'un différend né du malentendu entre attentes et moyens en matière d'expertise RSS, la question du **rôle de la Belgique** dans le dialogue politique entourant le projet a été posée, débouchant sur une **plus grande implication du poste diplomatique**.

L'ensemble de ces facteurs, combiné à une proximité acquise au fil des ans entre l'UGP et les principaux décideurs de l'administration de la sécurité, ainsi qu'à une situation sécuritaire se dégradant de jour en jour soulignant de facto la nécessité d'une bonne collaboration, ont permis à l'intervention de jouir du soutien politique nécessaire au déblocage de toutes les situations compliquées, sans interaction nuisible particulière.

**Le maintien en poste**, depuis le début de la phase 1 du PARSIB, du même **directeur de cabinet**, constitue également un élément de stabilité important, qui a contribué à faire du PARSIB 2 le projet phare du MSECUC d'un point de vue institutionnel.

### 3.1.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

L'intervention n'a que **peu agi sur les capacités institutionnelles et de gestion dans sa dimension court terme** d'appuis aux dispositifs de gestion de crise. La durée et les ressources humaines limitées n'ont pas permis d'aborder avec consistance ces aspects. Cela est principalement dû à la nature du projet, comme cela a été exposé précédemment, et comme cela est admis par le bailleur lui-même.

Pour ce qui concerne les dimensions moyen et long termes du projet par contre, à travers l'appui à la RSS ainsi qu'au cycle de renseignement, des appuis davantage orientés vers le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles ont pu être mis en œuvre. On citera principalement l'appui à l'élaboration du ROI de l'ANR pour ce qui concerne cette structure, mais également la réalisation de certaines analyses thématiques destinées à formuler des recommandations d'ordre structurel et organisationnel (contrôle interne, gestion des RH), et surtout l'appui à l'élaboration de la PSN, véritable socle de référence institutionnel pour la transformation à venir du secteur de la sécurité. Deux stratégies de communication (CONACFP et CE-PONADS) ont également été appuyées, renforçant l'appui institutionnel fourni par le projet.

## 4 Enseignements

### 4.1 Enseignements tirés

Au terme du projet et compte tenu de son expérience, les enseignements suivants peuvent être tirés :

- Nécessité de prévoir des modalités de mise en œuvre adaptées, une présence sur le terrain, une flexibilité dans l'approche, et un équilibre équipements/soft pour ce type de projet court
- Au plus le délai est court, au plus le descriptif d'action et le plan d'action doivent être précis et détaillés afin de diminuer au maximum la période de démarrage
- Pouvoir être capable de profiter de son positionnement et de la confiance pour consolider ses ambitions dans un secteur en adéquation avec les objectifs qu'on s'est fixés.
- Maîtriser son environnement lors de l'élaboration du plan d'action et minimiser la dépendance des résultats à des décisions politiques qui sortent de la sphère de contrôle de l'UGP
- S'assurer de la capacité d'absorption des partenaires lors de l'élaboration du descriptif d'action et du plan d'actions afin de ne pas hypothéquer l'atteinte d'un résultat.
- Diversifier ses partenaires bénéficiaires pour mitiger le risque en cas de manque de disponibilité ou de manque de capacité d'absorption.
- S'assurer que le descriptif d'action soit formulé en adéquation avec les attentes du partenaire, qui plus est sur les sujets à forte dimension politique ou sensible, afin de garantir l'utilisation des ressources, notamment humaines (expertise)
- S'assurer que la structure d'ancrage soit suffisamment impliquée dans la formulation du projet afin de pouvoir assurer un pilotage suffisamment approprié.

### 4.2 Recommandations

Les recommandations suivantes, tirées des leçons apprises, constituent des éléments de capitalisation pour la suite :

<b>Recommandations</b>	<b>Public cible</b>
Modalités de mise en œuvre adaptées, présence sur le terrain, flexibilité dans l'approche, équilibre équipements/soft	Intervention, Enabel (OPS, EST, FIN, L&A, GP), bailleur
Au plus le délai est court au plus le descriptif d'action et le plan d'action doivent être précis et détaillés	Intervention, Enabel (OPS, EST), bailleur

Profiter de son positionnement et de la confiance pour consolider ses ambitions dans un secteur en adéquation avec les objectifs fixés.	Enabel (OPS, EST, GP)
Maitriser son environnement lors de l'élaboration du plan d'action et minimiser la dépendance des résultats à des décisions politiques	Intervention, Enabel (OPS, EST), bailleur
S'assurer de la capacité d'absorption des partenaires lors de l'élaboration du descriptif d'action et du plan d'action	Intervention, Enabel (OPS, EST), bailleur, partenaires
Diversifier ses partenaires pour mitiger le risque	Intervention, Enabel (OPS, EST), bailleur, partenaires
S'assurer que le descriptif d'action soit formulé en adéquation avec les attentes du partenaire, qui plus est sur les sujets à forte dimension politique ou sensible	Enabel (OPS, EST), bailleur, partenaires

## PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

### 1 Suivi des décisions prises par le Comité stratégique

Extrait de la dernière version en date de la matrice de suivi des décisions issue de l'outil PILOT.

Décision à prendre			Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Validation des plans d'action PARSIB 2	14/02/2019	Comité de pilotage	Mise en œuvre des plans d'action		30/11/2019		En cours
Désignation du centre d'appel 18 pour l'appui prévu Bobo Dioulasso	14/02/2019	Comité de pilotage	Mise en œuvre de l'appui dédié à la modernisation d'un centre d'appel à Bobo au niveau de la BNSP		30/11/2019		En cours
Correction du rapport des plans d'action	14/02/2019	Comité de pilotage	Modifier BNSP par DGPC en tant bénéficiaire de l'étude cartographie des risques		15/02/2019		Accompli
Affectation de la 4ème mission d'expertise d'appui à l'ANR à la question des habilitations	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				
Abandon de certains appuis au CUGC en l'absence de transmission au PARSIB d'éléments matériels traduisant des améliorations au niveau de son organisation	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				
Procéder à l'achat d'un drone filaire en cas d'abandon de certains appuis au CUGC	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				
Simplification des appuis au « système d'alerte »	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				
Abandon de la formation en secourisme de combat	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				
Obtenir les prérequis pour l'interconnexion du noyau IRAPOL à Bobo	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				
Trouver un meilleur équilibre dans les appuis aux travaux de la commission	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				
Relancer la mission d'analyse des mécanismes de gestion budgétaire	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				
Annulation de certaines activités au profit d'un appui à la société civile en matière de RSS	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				
Validation du chronogramme actualisé	14/06/2019	Comité de pilotage	Aucune action est disponible.				

## 2 Rapport financier



Rapport budgétaire BKF180341T: Projet d'appui au renforcement de la sécurité intérieure du Burkina Faso 2 (PARSIB2)



Date CMO:  
Date CS: 1/12/2018  
Date de fin CS: 1/12/2019

		<u>Modalité</u>	<u>Budget</u>	<u>Dépenses jusqu'au 31/07/2020</u>	<u>Solde</u>	<u>Taux d'exécution</u>
<b>A - Optimiser les FSI dans la lutte contre le terrorisme</b>						
<b>A_01 - A01-Résultat 1 : Appui cycle renseignement</b>						
A_01_01	Formations Renseignements	REGIE	120 000	13 413,19	106 586,81	11,2%
A_01_02	Equipements Renseignements	REGIE	60 000	53 445,21	6 554,79	89,1%
<b>Total</b>			<b>180 000</b>	<b>66 858,40</b>	<b>113 141,60</b>	<b>37,1%</b>
<b>A_02 - A02-Résultat 2 : Appui Mécanisme centraux gestion de crise</b>						
A_02_01	Formations et appui technique	REGIE	30 000	27 816,56	2 183,44	92,7%
A_02_02	Equipements gestion de crise	REGIE	130 000	128 640,26	1 359,74	99,0%
<b>Total</b>			<b>160 000</b>	<b>156 456,82</b>	<b>3 543,18</b>	<b>97,8%</b>
<b>A_03 - A03-Résultat 3 : Appui Mécanismes gestion de crise à Bobo Dioulasso</b>						
A_03_01	Expertise technique résidente (expert police)	REGIE	180 000	180 497,99	-497,99	100,3%
A_03_02	Expertise technique ponctuelle et équipeme	REGIE	230 000	253 045,94	-23 045,94	110,0%
A_03_03	Appui et Equipement intervention	REGIE	553 000	584 290,69	-31 290,69	105,7%
A_03_04	Appui et équipement DIMU	REGIE	285 000	274 948,95	10 051,05	96,5%
A_03_05	Extension Irapol	REGIE	150 000	168 349,46	-18 349,46	112,2%
<b>Total</b>			<b>1 398 000</b>	<b>1 461 133,03</b>	<b>-63 133,03</b>	<b>###</b>
<b>A_04 - A04-Résultat 4 : Appui au processus RSS</b>						
A_04_01	Expertise technique résidente (expert RSS)	REGIE	135 000	43 751,46	91 248,54	32,4%
A_04_02	Expertise technique ponctuelle	REGIE	40 000	9 979,16	30 020,84	24,9%
A_04_03	Appui au Plan de communication	REGIE	37 500	37 701,77	-201,77	100,5%
A_04_04	Appui à la mise en œuvre	REGIE	358 254	317 325,02	40 928,98	88,6%
<b>Total</b>			<b>570 754</b>	<b>408 757,41</b>	<b>161 996,59</b>	<b>71,6%</b>
<b>Total A</b>			<b>2 308 754</b>	<b>2 093 205,66</b>	<b>215 548,34</b>	<b>90,7%</b>

<b>Z - General Means</b>						
<b>Z_01 - Frais de personnel</b>						
Z_01_01	Intervention Manager	REGIE	225 000	225 117,49	-117,49	100,1%
Z_01_02	ATN communication et évaluation	REGIE	12 420	14 628,64	-2 208,64	117,8%
Z_01_03	Financial officer	REGIE	19 320	30 545,51	-11 225,51	158,1%
Z_01_04	Secrétaires (2)	REGIE	18 400	22 178,72	-3 778,72	120,5%
Z_01_05	Chauffeurs (3)	REGIE	16 650	19 869,36	-3 219,36	119,3%
<b>Total</b>			<b>291 790</b>	<b>312 339,72</b>	<b>-20 549,72</b>	<b>107,0%</b>
<b>Z_02 - Investissements</b>						
Z_02_01	IT et matériel de bureau	REGIE	15 100	13 793,59	1 306,41	91,3%
Z_02_02	vehicules	REGIE	37 400	32 357,80	5 042,20	86,5%
<b>Total</b>			<b>52 500</b>	<b>46 151,39</b>	<b>6 348,61</b>	<b>87,9%</b>
<b>Z_03 - Frais de fonctionnement</b>						
Z_03_01	Loyer/Réhabilitation	REGIE	16 625	19 169,99	-2 544,99	115,3%
Z_03_02	Entretien et carburant	REGIE	12 634	7 612,19	5 022,13	60,3%
Z_03_03	Frais de communication	REGIE	6 080	4 547,91	1 532,09	74,8%
Z_03_04	Consommables de bureau	REGIE	10 000	8 612,02	1 387,98	86,1%
Z_03_05	Visibilité UE	REGIE	65 070	19 976,19	45 093,81	30,7%
<b>Total</b>			<b>110 409</b>	<b>59 918,30</b>	<b>50 491,02</b>	<b>54,3%</b>
<b>Z_04 - Audit et suivi évaluation</b>						
Z_04_01	S&E	REGIE	20 000	25 934,12	-5 934,12	129,7%
Z_04_02	Audits	REGIE	8 610	8 610,00	0,00	100,0%
Z_04_03	Backstopping	REGIE	11 675	4 446,75	7 228,25	38,1%
<b>Total</b>			<b>40 285</b>	<b>38 990,87</b>	<b>1 294,13</b>	<b>96,8%</b>
<b>Z_99 - HQ managed lines, only to be used by HQ!</b>						
Z_99_98	Conversion rate adjustment REG	REGIE	0	0,17	-0,17	0,0%
<b>Total</b>			<b>0</b>	<b>0,17</b>	<b>-0,17</b>	<b>0,0%</b>
<b>Total Z</b>			<b>494 984</b>	<b>457 400,45</b>	<b>37 583,87</b>	<b>92,4%</b>
<b>Total coûts directs BKF180341T</b>			<b>2 803 738</b>	<b>2 550 606,11</b>	<b>253 132,21</b>	<b>91,0%</b>
Total Régie			2 803 738	2 550 606,11	253 132,21	91,0%
Total Cogestion			0	0,00	0,00	0%
<b>Total coûts indirects Enabel - rémunération</b>			<b>196 262</b>	<b>178 542,43</b>	<b>17 719,25</b>	<b>91,0%</b>
<b>Total coûts BKF180341T</b>			<b>3 000 000</b>	<b>2 729 148,54</b>	<b>270 851,46</b>	<b>91,0%</b>

### 3 Taux de décaissement de l'intervention

	Budget	Dépenses	Solde	Taux de déboursement
<b>Total général</b>	2 803 738	2 550 606	253 132	91,0%
<b>Total activités</b>	2 308 754	2 090 650	218 104	90,6%
<b>Output 1</b>	180 000	66 658	113 142	37,1%
<b>Output 2</b>	160 000	156 457	3 543	97,8%
<b>Output 3</b>	1 398 000	1 461 133	- 63 133	104,5%
<b>Output 4</b>	570 754	408 757	161 997	71,6%
<b>Frais généraux</b>	494 984	457 400	37 584	92,4%

## 4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
Personnel national mis à disposition par le pays partenaire : KONATE Pierre Claver – Point focal MSECUC	H	01/12/2018 – 30/11/2019
Personnel d'appui, recruté localement par la ENABEL :		
TAPSOBA Kader – assistant technique communication	H	01/12/2018 – 30/11/2019 (mi-temps)
YAMEOGO Alpha Tidiane – comptable	H	01/12/2018 – 31/01/2020
KI Béatrice – secrétaire (antenne Bobo)	F	01/12/2018 – 30/11/2019
ZAN Bintou – secrétaire	F	11/02/2019 – 30/11/2019
COULIBALY Issa – chauffeur (antenne Bobo)	H	25/03/2019 – 30/11/2019
OUEDRAOGO Gédéon – chauffeur	H	01/12/2018 – 30/11/2019
ILBOUDO Ludovic – chauffeur	H	01/12/2018 – 31/01/2020
<i>Experts internationaux (ENABEL) :</i>		
OEBEL Nicolas – Intervention Manager	H	01/12/2018 – 29/02/2020
LECLERCQ Philippe – assistant technique police (antenne Bobo)	H	01/12/2018 – 30/11/2019
VERSAVEL Koen – assistant technique RSS	H	01/04/2019 – 30/06/2019

## 5 Marchés publics

Numéro d'ordre	Intitulé du CSC	Type de marché	Date de passation	Budget prévu (€)	Montant final du marché passé (€)	Montant final de la facture (équival. en €)	Attributaire
BKF 062	fournitures d'un véhicule supplémentaire pour l'UGP du PARSIB	F	27/02/2019	38 874 €	32 014,29 €	32 014,29 €	CFAO MOTORS BURKINA
BKF 063	Aménagement de 9 pick up pour la Gendarmerie nationale	S	17/01/2019	19 818,00 €	19 736,81 €	19 736,81 €	GARAGE DE L'AVENIR DU FASO
BKF 064	Fournitures et d'installation de treuils électriques sur 9 pick up de la Gendarmerie nationale	F	17/01/2019	5 946,00 €	5 808,31 €	5 808,31 €	ORY 2000
BKF 065	Fournitures de matériel informatique supplémentaire pour l'unité de gestion du PARSIB à Ouagadougou et son antenne à Bobo-Dioulasso	F	05/02/2019	7 470,00 €	6 966,92 €	6 966,92 €	AFRIKAD

BKF 066	Fournitures d'une imprimante multifonctions pour l'antenne de l'UGP à Bobo-Dioulasso	F	04/02/2019	3 659,00 €	3 501,75 €	3 501,75 €	DIACFA
BKF 067	Fournitures de mobilier de bureau pour l'antenne de l'UGP à Bobo-Dioulasso	F	30/01/2019	3 201,00 €	3 016,28 €	3 016,28 €	DIACFA
BKF 068	Travaux de réfection des bureaux de l'antenne de l'UGP à Bobo-Dioulasso	S	22/01/2019	13 416,00 €	14 545,92 €	14 373,53 €	DIACFA
BKF 069	Consultance pour une expertise permanente RSS au sein de l'UGP du PARSIB	S	31/03/2019	120 000,00 €	112 618,00 €	43 656,52 €	Koen VERSAVEL (consultant individuel)
BKF 070	Fourniture d'équipements individuels et collectifs pour les unités d'intervention de la police nationale et de la gendarmerie nationale à Bobo-Dioulasso	F	Lot 1 : 17/04/2019 Lot 2 : 10/04/2019 Lot 3 : 17/04/2019	305 228,00 €	Lot 1 : 246 501,00 € Lot 2 : 55 832,00 € Lot 3 : 46 804,00 €	Lot 1 : 230 161,00 € Lot 2 : 55 832,00 € Lot 3 : 46 804,00 €	Lot 1 : INTERTECH FZC Lot 2 : SOFEXI Lot 3 : INTERTECH FZC

BKF 071	fourniture d'un Poste de Commandement Mobile (PCM) pour les forces de sécurité intérieure à Bobo-Dioulasso	F	10/04/2019	118 546,00 €	127 180,00 €	127 180,00 €	INTERTECH FZC
BKF 072	fourniture d'un camion de transport aménagé pour le poste médical avancé de Bobo-Dioulasso	F	29/04/2019	77 000,00 €	85 133,91 €	85 133,91 €	SEA-B
BKF 073	fourniture de motos pour les unités d'intervention de la police nationale et de la gendarmerie nationale à Bobo-Dioulasso	F	16/04/2019	19 000,00 €	25 484,97 €	25 480,39 €	CFAO MOTORS BURKINA
BKF 074	fourniture de véhicules 4x4 pour les unités d'intervention de la police nationale et de la gendarmerie nationale à Bobo-Dioulasso	F	09/04/2019	70 000,00 €	66 580,34 €	66 580,34 €	TOYOTA GIBRALTAR STOCKHOLDINGS

BKF 075	Fourniture et installation de matériels d'interconnexion contribuant au développement du projet IRAPOL à Bobo-Dioulasso - Phase 3	F	05/07/2019	150 000,00 €	Base : 163 601,52 € Avenant : 4 747,93 €	168 349,46 €	ATCS-BF
BKF 076	Fourniture d'équipements de protection et d'intervention pour l'Agence nationale de renseignement	F	voir BKF/070 (lot 3)	28 000,00 €	voir BKF/070 (lot 3)	voir BKF/070 (lot 3)	voir BKF/070 (lot 3)
BKF 077	Fourniture du matériel composant le poste médical avancé de Bobo-Dioulasso	F	Lot 1 : 29/05/2019 Lot 2 : 24/05/2019 Lot 3 : 20/05/2019	193 000,00 €	Lot 1 : 60 517,68 € Lot 2 : 31 807,00 € Lot 3 : 93 174,00 €	Lot 1 : 56 017,68 € Lot 2 : 31 807,00 € Lot 3 : 93 174,00 €	Lot 1 : UTILIS Lot 2 : DIACFA Lot 3 : ARCOA
BKF 078	Mise en œuvre du plan de communication du PARSIB 2 visant à assurer la visibilité de l'UE en tant que bailleur	S	Abandonné	68 400,00 €	Abandonné	Abandonné	Abandonné

BKF 079	Achat de matériel informatique pour la commission interministérielle en charge de l'élaboration de la politique nationale de défense et de sécurité	F	03/07/2019	6 364,75 €	13 240,20 €	13 240,20 €	N.D.I.-BF
BKF 080	Achat d'un copieur multifonctions pour la commission interministérielle en charge de l'élaboration de la politique nationale de défense et de sécurité	F	16/07/2019	13 202,08 €	6 341,88 €	6 341,88 €	GPS
BKF 081	Services traiteur pour la première session de la formation des unités d'intervention de Bobo-Dioulasso	S	18/04/2019	18 614,03 €	18 614,03 €	17 282,38 €	LES DELICES DU MIRADOR
BKF 082	Consultance l'élaboration d'un plan de communication pour la Coordination nationale de contrôle des forces	S	10/11/2019	13 872,86 €	13 712,79 €	13 712,79 €	LEADER TEAM AFRIQUE

	de police (CONACFP)						
BKF 083	Fourniture de deux drones d'observation pour les unités d'intervention de Bobo-Dioulasso	F	04/07/2019	110 000,00 €	125 920,00 €	125 920,00 €	SOFEXI
BKF 084	Services traiteur pour la seconde session de la formation des unités d'intervention de Bobo-Dioulasso	S	12/06/2019	18 614,03 €	19 214,29 €	19 214,29 €	LES DELICES DU MIRADOR
BKF 085	Fournitures pour la modernisation du centre d'appel de la BNSP à Bobo-Dioulasso	F	05/07/2019	64 028,59 €	97 719,82 €	60 979,61 €	DOT SYSTÈME
BKF 086	Fournitures d'équipements pour l'aménagement de la salle de crise du gouvernorat des Hauts-Bassins	F	11/07/2019	16 769,39 €	15 317,58 €	15 317,58 €	DIACFA

BKF 087	Marché de services pour la formation des cadres de la DGESS du Ministère de la Sécurité sur les outils et le dispositif de suivi-évaluation des projets et programmes appliqués à la Gestion Axée sur les Résultats (GAR)	S	10/07/2019	10 671,43 €	12 272,15 €	12 272,15 €	STIMULUS
BKF 089	Fourniture d'un drone filaire pour le poste de commandement mobile des forces de sécurité intérieure	F	03/09/2019	79 000,00 €	87 746,00 €	69 746,00 €	INTERTECH FZC
BKF 090	Location d'une salle de standing et service traiteur pour la tenue d'un atelier de restitution intermédiaire dans le cadre des travaux de la Commission d'élaboration de la	S	24/07/2019	9 146,94 €	7 131,11 €	7 131,11 €	SOPATEL SILMANDE

	politique de sécurité nationale						
BKF 091	Elaboration de la stratégie et plan de communication de la politique nationale de défense et de sécurité	S	26/07/2019	9 832,96 €	9 832,96 €	9 832,96 €	BEST COM CONSULTING
BKF 092	Location de salles pour la commission interministérielle en charge de l'élaboration de la politique nationale de défense et de sécurité	S	23/07/2019	4 459,13 €	5 945,51 €	5 945,51 €	ENAREF

BKF 093	Location de matériel de projection pour la commission interministérielle en charge de l'élaboration de la politique nationale de défense et de sécurité	S	Abandonné	2 881,29 €	Abandonné	Abandonné	Abandonné
BKF 095	Animation de l'atelier de formation et d'échange entre journalistes et forces de sécurité intérieure des régions de l'Ouest	S	19/09/2019	13 162,30 €	8 384,70 €	8 384,70 €	Lassané YAMEOGO (consultant individuel)
BKF 100	Location d'une salle et d'un service traiteur pour l'organisation de l'atelier de formation FSI/journalistes à Bobo-Dioulasso	S	19/09/2019	6 075,09 €	6 075,09 €	6 075,09 €	HOTEL SISSIMAN

## 6 Accords d'exécution

Aucun accord d'exécution conclu pendant la durée du projet.

## 7 Équipements

Police nationale – BAC Bobo

Intitulé	Valeur d'achat FCFA HTVA
Véhicule (1 Toyota Land Cruiser)	21 836 920
Matériel d'intervention (70 effectifs)	18 311 691
Matériel de protection (70 effectifs)	75 061 487
Motos tout terrain (4 Yamaha)	7 346 720
Drone d'observation avec caméras	36 221 945
<b>Total</b>	<b>158 778 763</b>

Gendarmerie nationale – 24ème Escadron 2GMB

Intitulé	Valeur d'achat FCFA HTVA
Véhicule (1 Toyota Land Cruiser)	21 836 920
Matériel d'intervention (70 effectifs)	18 311 691
Matériel de protection (70 effectifs)	75 061 487
Motos tout terrain (4 Yamaha)	7 346 720
Drone d'observation avec caméras	36 221 945

**Total** **158 778 763**

Brigade nationale des sapeurs-pompiers de BOBO

<b>Intitulé</b>	<b>Valeur d'achat FCFA HTVA</b>
Matériel médical pour poste médical avancé	58 123 747
Dispositif de tentes pour poste médical avancé	33 537 560
Matériel électrique et de climatisation pour poste médical avancé	15 985 672
Camion de transport du poste médical avancé (aménagé)	56 930 000
Matériel pour la formation premiers secours (unités spéciales)	797 580
Equipements centre d'appel 18	37 925 000
<b>Total</b>	<b>203 299 559</b>

Brigade nationale des sapeurs-pompiers de OUAGA

<b>Intitulé</b>	<b>Valeur d'achat FCFA HTVA</b>
Equipements centre d'appel 18	16 400 000
<b>Total</b>	<b>16 400 000</b>

Projet IRAPOL

<b>Intitulé</b>	<b>Valeur d'achat FCFA HTVA</b>
Site SR Bobo (interconnexion + batteries)	44 445 405
Site CCPB (interconnexion + batteries)	60 854 764
<b>Total</b>	<b>105 300 169</b>

CONACFP

<b>Intitulé</b>	<b>Valeur d'achat FCFA HTVA</b>
Ordinateurs	700 000
Rétroprojecteur	270 000
Imprimante multifonction	450 000
<b>Total</b>	<b>1 420 000</b>

Commission interministérielle

<b>Intitulé</b>	<b>Valeur d'achat FCFA HTVA</b>
Ordinateurs portables	8 505 000
Sac à dos ordinateur	180 000

Photocopieur	4 090 000
Onduleur	180 000
Disque dur externe	35 000
Retroprojecteur	30 000
Imprimante couleur	400 000
<b>Total</b>	<b>13 420 000</b>

UIP-PN OUAGA

Intitulé	Valeur d'achat FCFA HTVA
Batteries drone	983 936
<b>Total</b>	<b>983 936</b>

USIGN OUAGA

Intitulé	Valeur d'achat FCFA HTVA
Batteries drone	983 936
<b>Total</b>	<b>983 936</b>

Gouvernorat

<b>Intitulé</b>	<b>Valeur d'achat FCFA HTVA</b>
Poste de commandement mobile (véhicule)	57 002 663
Matériel radio	9 601 899
Climatiseur	750 000
Station de base – relai	7 366 397
<b>Total</b>	<b>74 720 959</b>

ANR

<b>Intitulé</b>	<b>Valeur d'achat FCFA HTVA</b>
Matériel de protection et de vision	30 307 837
<b>Total</b>	<b>30 307 837</b>

## 8 Cadre logique original tiré du DTF :

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Baseline et Cibles <sup>24</sup>	Sources de vérification	Hypothèses
<p><b>Objectif global :</b> Contribuer au processus de stabilisation du pays en appuyant le secteur sécurité</p>	Le sentiment d'insécurité au sein de la population s'améliore (Ind IcSP)	Baseline : 5.83/10 en 2017	Enquête CGD	
<p><b>Objectif spécifique 1:</b> Optimaliser les FSI dans la lutte contre le terrorisme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le cadre institutionnel et stratégique de la gestion du cycle de renseignement est complété</li> <li>- Le centre de gestion de crise et le DIMU sont pleinement opérationnels</li> <li>- La qualité du service des centres d'appels est mesurable</li> <li>- Les structures de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Cycle de renseignement :</b> <u>BL</u> : PNOR, CBR et CNR pas validés et opérationnels. <u>Cible</u> : au moins 1 texte validé et/ou 1 organe opérationnel</li> <li>- <b>Gestion de crise :</b> <u>BL</u> : CUGC et DIMU pas opérationnels <u>Cibles</u> : CUGC coordonne l'action en cas d'attaque ; le DIMU est déployé en cas d'attaque</li> <li>- <b>Centres d'appels :</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les textes d'application et les arrêtés de nomination des membres des structures pris</li> <li>- Cahiers des charges des structures et rapports d'activités</li> <li>- Rapports d'intervention</li> <li>- Articles de presse et réseaux sociaux</li> <li>- Plan ou stratégie adopté</li> <li>- Mécanismes de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les autorités adoptent les textes et les communiquent au PARSIB</li> <li>- Les structures établissent des rapports d'activités et les communiquent au PARSIB</li> <li>- Ouagadougou subit une attaque nécessitant l'intervention du CUGC et du DIMU.</li> <li>- En cas d'absence d'attaque pendant la mise en œuvre du projet, les exercices de</li> </ul>

	<p>coordination dans la lutte contre le terrorisme sont en place et fonctionnelles (Ind IcSP)</p>	<p><u>BL</u> : les centres d'appel ne produisent aucun rapport d'activité permettant d'évaluer la qualité du service</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Cibles</u> : Les centre d'appel appuyés mettent en place d'un mécanisme de suivi permettant d'évaluer la qualité du service</li> <li>- <b>Coordination</b> : <u>BL</u> : CBR, CUGC et DIMU pas pleinement opérationnels <u>Cibles</u> : les 3 structures de coordination sont pleinement opérationnelles</li> </ul>	<p>suivi/évaluation</p>	<p>simulation font foi</p>
<p><b>Résultat 1</b> : La gestion du cycle de renseignement est améliorée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La communauté burkinabè du Renseignement est appuyée</li> <li>- Le PNOR est appuyé</li> <li>- L'ANR est appuyée dans son rôle de coordination et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>CBR</b> : <u>BL</u> : cadre CBR existant et 1<sup>ère</sup> formations communes, mais pas encore opérationnel. <u>Cible</u> : La CBR produit des rapports d'activité sur une base régulière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'activités fournis par ANR</li> <li>- Textes de loi promulgués</li> <li>- Règlements validés</li> <li>- Plan validé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ANR et le PARSIB s'entendent sur les informations communicables tenant compte de la classification des documents</li> </ul>

	<p>d'analyse du Renseignement</p> <p>- Montant des équipements fournis aux acteurs du dispositif de lutte contre le terrorisme (Ind IcSP)</p>	<p>- <b>PNOR :</b></p> <p><u>BL</u> : Aucun PNOR existant</p> <p><u>Cible</u> : Un plan national d'orientation du renseignement est proposé pour adoption</p> <p>- <b>ANR :</b></p> <p><u>BL</u> : existence de la loi renseignement et du décret ANR</p> <p><u>Cible</u> : Le rôle de coordination et d'analyse de l'ANR est mis en œuvre</p> <p>- <b>Equipements :</b></p> <p><u>BL</u> : 0 en 2016. 50.000 € en fin 2018 (PARSIB 1)</p> <p><u>Cible</u> : 60.000 € supplémentaires en fin 2019</p>		
<p><b>Résultat 2</b> : Le dispositif central de gestion des crises portant atteinte à la sécurité de l'Etat et de la population burkinabè est performant</p>	<p>- L'organisation du CUGC est améliorée (personnel en place, procédures validées, connues et appliquées, cahiers des charges validés et respectés...)</p>	<p>- <b>CUGC :</b></p> <p><u>BL</u> : texte existant mais inadapté</p> <p><u>Cible</u> : texte révisé, mise en œuvre d'un recrutement permanent pour le CUGC</p>	<p>- Textes légaux organisant le CUGC</p> <p>- Réglementation interne du CUGC</p> <p>- Manuel de gestion de crise mis à jour et</p>	<p>- Les autorités valide le texte de réorganisation du CUGC et le communique au PARSIB</p> <p>- Les structures établissent des rapports d'activités et</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La coordination entre les responsables du DIMU et la BNSP est améliorée</li> <li>- Les centres d'appels sont modernisés et leur travail professionnalisé</li> <li>- Montant des équipements fournis aux acteurs du dispositif de lutte contre le terrorisme (Ind IcSP)</li> </ul>	<p>- <b>DIMU :</b></p> <p><u>BL</u> : texte existant mais pas de nomination des membres et certains aspects non opérationnels.</p> <p><u>Cible</u> : texte complété, répartition des rôles DIMU/BNSP clarifiée</p> <p>- <b>Centres d'appel :</b></p> <p><u>BL</u> : en 2018, seuls 2 centres d'appels disposent de matériel moderne et d'un logiciel dédié</p> <p><u>Cibles</u> : en 2019, le nombre de centres d'appels modernisés a augmenté (min. +2)</p> <p>- <b>Equipements :</b></p> <p><u>BL</u> : 0 en 2016. 1.989.000 € en fin 2018 (PARSIB 1)</p> <p><u>Cible</u> : 130.000 € supplémentaires en fin 2019</p>	<p>validé.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réglementation interne du DIMU</li> <li>- Rapport d'atelier</li> <li>- Rapport suite aux exercices de simulation</li> <li>- PV de réception</li> <li>- Rapports de formation</li> <li>- Exercices de simulation</li> </ul>	<p>les communiquent au PARSIB</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les autorités trouvent rapidement un lieu pour abriter le CUGC et y affectent des moyens de fonctionnement</li> <li>- Les autorités procèdent aux désignations.</li> </ul>
<b>Résultat 3:</b> Le dispositif de gestion des crises et	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les équipes d'intervention « primo-intervenants » et</li> </ul>	<p>- <b>Primo-intervenants :</b></p> <p><u>BL</u> : BAC et GD présents</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'activité des structures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les structures établissent des rapports d'activités et</li> </ul>

<p>d'intervention à Bobo Dioulasso est fonctionnel et performant.</p>	<p>spécialisées sont mises en place à Bobo</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'antenne du CUGC est opérationnelle à Bobo</li> <li>- L'antenne DIMU est opérationnelle à Bobo</li> <li>- Montant des équipements fournis aux acteurs du dispositif de lutte contre le terrorisme (Ind IcSP)</li> </ul>	<p>mais pas formés et sous-équipés.</p> <p><u>Cibles</u> : dispositif définis, personnel en place, formé et équipé.</p> <p>- <b>Antenne CUGC</b> :</p> <p><u>BL</u> : pas d'organe de coordination à Bobo.</p> <p><u>Cible</u> : dispositif de coordination convenu, opérationnel et en lien avec CUGC</p> <p>- <b>DIMU</b> :</p> <p><u>BL</u> : pas de dispositif à Bobo</p> <p><u>Cible</u> : dispositif en place, équipé d'un PMA et en lien avec DIMU OUAGA.</p> <p>- <b>Equipements</b> :</p> <p><u>BL</u> : 0 en fin 2018</p> <p><u>Cible</u> : 1.083.000 € en fin 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Règlementation interne des structures</li> <li>- Manuel de gestion de crise adapté à Bobo</li> <li>- Rapports de formation</li> <li>- PV de réception</li> </ul>	<p>les communiquent au PARSIB</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les FSI s'entendent sur une répartition des rôles et une bonne coordination.</li> </ul>
<p><b>Objectif Spécifique 2 :</b> Renforcer le processus de Réforme du Secteur de la</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le processus global est lancé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Processus et pilotage RSS</b> :</li> <li><u>BL</u> : Etat des lieux disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrêté de désignation de la structure de pilotage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les autorités burkinabés lèvent les blocages actuels, en maintenant l'implication</li> </ul>

Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un plan de réforme est disponible</li> <li>- Le plan de réforme connaît un début de mise en œuvre</li> <li>- Nombre de policiers par habitants (Ind ICSP)</li> <li>- Nombre de services (concernés par nos appuis) disposant d'un cahier des charges clair et précis pour la mise en œuvre de la réforme (Ind IcSP)</li> </ul>	<p>mais pas de plan de réforme. Pilotage non opérationnel</p> <p><u>Cibles</u> : organe de pilotage fonctionnel et existence d'un plan de réforme, Début de mise en œuvre</p> <p>- <b>Contribution MSECUC à la réforme :</b></p> <p><u>BL</u> : Identification des acteurs centraux</p> <p><u>Cibles</u> : acteurs MSECUC formés et opérationnels.</p> <p>- <b>Ratio policier/habitants :</b></p> <p><u>Base line</u> : 1/948 en 2015</p> <p><u>Cible</u> : 1/910 en 2020</p> <p>- <b>Cahier des charges :</b></p> <p><u>BL</u> : 0 en 2016</p> <p><u>Cible</u> : 50% des services appuyés disposent fin 2019 de cahiers des charges précis validés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Système M&amp;E</li> <li>- Rapports de formation</li> <li>- Plan de réforme</li> <li>- Source : PNDES + rapports de suivi</li> <li>- Cahier des charges validés par l'autorité (via arrêté ministériel ou autre ...)</li> </ul>	<p>de tous les acteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les autorités burkinabè acceptent les contributions des PTFs (dont l'UE et PARSIB) et les impliquent dans le processus.</li> </ul>
<b>Résultat 4</b> : Certaines thématiques prioritaires de la RSS sont	- Le processus global RSS est appuyé	- <b>Dossiers prioritaires MSECUC :</b>	- Appui du PARSIB à la mise en place du processus et	- Les autorités burkinabè acceptent les contributions des PTFs (dont l'UE et

renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dossiers prioritaires retenus par le MSECU connaissent des avancées notables</li> <li>- Nombre de services (concernés par nos appuis) disposant d'un cahier des charges clair et précis (Ind IcSP).</li> </ul>	<p>thématiques prioritaires, DGESS désignée pour suivi.</p> <p><u>Cible</u> : proposition de plan sur au moins 3 sujets prioritaires et début de mise en œuvre, outils de suivi opérationnels</p> <p>- <b>Cahier des charges</b></p> <p><u>BL</u> : 0 en 2016</p> <p><u>Cible</u> : des propositions sont émises pour 80% des services appuyés</p>	<p>fonctionnement de l'organe de pilotage.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Système M&amp;E de chaque dossier<sup>25</sup></li> <li>- Activités mises en œuvre</li> <li>- Cahier des charges proposés à l'autorité</li> </ul>	<p>PARSIB) et les impliquent dans le processus.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les autorités impliquées dans les dossiers prioritaires valident, avec le PARSIB le mécanismes M&amp;E et acceptent de rendre compte des avancées.</li> </ul>
-------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## 9 Outils et produits

- **Publications (scientifiques)**

RAS

- **Rapports de capitalisation**

RAS

- **Matériel audiovisuel**

Production d'un film audiovisuel de 5'30" portant sur les réalisations du projet ainsi que d'une version courte de 3'30"

- **Autres ressources**

Supports et rapports produits par le PARSIB 2 dans le cadre de ses activités :

- ✓ Mémento de contrôle routier (en appui à la CONACFP)
- ✓ Brochures de sensibilisation contre la corruption en matière de police de la route (en appui à la CONACFP)
- ✓ Rapports d'expertise Police Fédérale Belge portant sur :
  - L'analyse des mécanismes de contrôle interne au sein de la police nationale
  - L'analyse de la gestion de affectations au sein de la police nationale
  - L'analyse de la gestion de la formation continue au sein de la police nationale
  - L'organisation de deux FTX et un TTX à Bobo-Dioulasso
  - La formation à la gestion de crise de niveau stratégique (GOLD) à l'attention des FSI Bobo-Dioulasso
  - L'organisation d'un CPX à Ouagadougou
  - L'élaboration d'un dossier-type site sensible
- ✓ Outils et autres livrables créés avec l'appui du PARSIB 2 :
  - Outil de monitoring des recommandations tirées des différents exercices de types FTX, CPX et TTX
  - Proposition de feuille de route sur la collaboration entre FSI et journalistes
  - Projet de politique de sécurité nationale

- **Approche/système M&E**

Elaboration d'un fichier reprenant le détail de chaque activité, sa description, sa raison d'être, son appréciation selon les critères de pertinence, de durabilité, d'efficacité et d'efficacité, et sa contribution aux résultats et objectifs du projet

Rapport évaluation finale du projet.

- **Méthodologies**

RAS